



Organisation des Nations Unies

COMPTE-RENDU DE L'ACTUALITE DES NATIONS UNIES EN RDC A LA DATE DU 22 JUILLET 2020

En raison des restrictions de mouvement et de réunion à Kinshasa, ce document remplace la conférence de presse ONE UN.

Pour toute question, merci de contacter :

- **Porte-parole MONUSCO et Coordonnateur du Groupe de communication des Nations Unies Mathias Gillmann : 099 706 9920**
- **Porte-parole militaire Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo : 081 890 7160**
- **Relations avec les médias Adèle Lukoki : 081 890 7706**

SUD-KIVU :

La MONUSCO est préoccupée par les informations faisant état d'un grand nombre de victimes dans une attaque à Kipupu, dans le territoire de Mwenga, Sud-Kivu, dans la nuit du 16 au 17 juillet. Une équipe va se rendre très prochainement sur place pour recueillir des informations préliminaires et tenter de faire la lumière sur les événements qui s'y sont déroulés.

AUDIENCES FORAINES :

La Cour militaire de l'ex-Kasaï Occidental a rendu dix arrêts au terme des audiences foraine organisées à Tshikapa du 10 au 18 juillet dernier avec le soutien de la section d'Appui à la justice de la MONUSCO.

Ce sont au total 13 dossiers impliquant 14 prévenus détenus et plusieurs autres en fuite qui étaient présentés devant la Cour militaire. Dix arrêts ont été rendus au terme de 8 jours d'audience. Trois causes ont été instruites partiellement et renvoyées sine die. Ces affaires concernent des personnes qui ont fait appel de leur jugement en première instance depuis plus d'une année. Les autorités locales ont émis le vœu que d'autres audiences similaires soient organisées dans le but de renforcer l'état de droit et de désengorger les prisons.

La MONUSCO accompagne également les autorités judiciaires et provinciales de l'Ituri dans la tenue d'audiences foraines qui ont démarré le lundi 13 juillet 2020 à Bunia, où le tribunal militaire de garnison juge 41 prévenus accusés de participation à un mouvement insurrectionnel. C'est dans le cadre de la lutte contre l'impunité des violences dans le territoire de Djugu. 36 prévenus sur les 41 qui étaient attendus ont ainsi comparu le 13 juillet dernier devant les juges. Parmi eux, un policier, un agent des services de renseignements civils et six citoyens ougandais, tous membres présumés de groupes armés. Quatre autres prévenus cités sont morts en prison et 1 est en liberté provisoire. Ces audiences en chambre foraine bénéficient

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

de l'appui du Gouvernement provincial et de la MONUSCO. La Mission s'est investie dans la tenue de ces audiences dans le cadre de la lutte contre l'impunité des atrocités et crimes commis dans le territoire de Djugu par le groupe armé de la CODECO. La MONUSCO va également assurer le monitoring du déroulement de ces audiences qui vont durer 14 jours.

ITURI :

La MONUSCO forme quelque 300 éléments des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) depuis le lundi 13 juillet 2020, au Camp de Rwampaha, à 5 kilomètres de Bunia en Ituri. Il s'agit des nouvelles unités de l'armée congolaise venues d'autres secteurs opérationnels de la République démocratique du Congo, pour renforcer les effectifs et capacités opérationnelles des FARDC engagées dans la traque contre les différents groupes armés dans le territoire de Djugu et de Mahagi.

La MONUSCO appuie l'armée régulière en renseignements, carburant, évacuations de blessés..., en plus de l'implantation de bases militaires temporaires ou permanentes à travers la province et des patrouilles de jour et de nuit qui ont permis de déjouer de nombreuses attaques de miliciens contre des civils.

TANGANYIKA :

La section des Affaires civiles de la MONUSCO poursuit ses efforts de soutien au dialogue entre populations au Tanganyika. Elle a notamment facilité une rencontre pour la réconciliation entre les éleveurs de petit bétail et les agriculteurs dans la zone de Kakinga à 75 km au Nord de Kalemie. La réunion, en présence du Commandant des FARDC et du chef local, visait à apaiser les tensions suite à la destruction de rizières par du bétail. La Section des Affaires civiles de la Mission continue de renforcer les messages de sensibilisation pour anticiper les risques de conflit de transhumance fréquemment signalés sur l'axe Bendera-Kalemie.

En outre, une équipe multisectorielle de la MONUSCO ainsi que les FARDC ont, au cours d'une patrouille conjointe de longue portée, rencontré les partenaires locaux des localités de Mutuka (41 km au nord-ouest de Bendera) et de Lukolo (36 km au nord-ouest de Bendera), toutes deux dans le secteur de Babuyu dans la province du Maniema. L'équipe de la MONUSCO a sensibilisé les participants au processus de paix et à la cohabitation pacifique, les invitant à s'impliquer dans la sensibilisation des groupes armés à rejoindre le processus de paix en cours dans la province du Tanganyika.

L'Unité pénitentiaire de la MONUSCO a animé avec le personnel de surveillance et les services de sécurité (PNC, FARDC) une session d'évaluation des mesures de surveillance et de sécurisation de la prison centrale de Kalemie, alors que des cas d'évasion ou tentatives d'évasion ont été signalés dernièrement. Par ailleurs, une dizaine de personnes de la prison centrale de Kalemie suivent actuellement des cours informatiques dispensés par l'Officier de l'Unité pénitentiaire de Kalemie.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

KASAI :

Quatre comités locaux de protection ont été établis les 19 et 20 juillet dans des localités de la ville de Kananga, en l'occurrence à Katoka, Kananga (Azda), Lukonga et Kambote village. Ces localités constituent des zones de retour pour les anciens miliciens Kamuina Nsapu et font partie des zones où la violence est récurrente et où la population locale, en particulier les jeunes, a des relations difficiles avec la PNC et les FARDC. La section des Affaires civiles de la MONUSCO va organiser prochainement à l'intention de ces jeunes des formations et un renforcement des capacités, ainsi que des séances de sensibilisation visant à améliorer les relations entre la population et les forces de sécurité.

En outre, toujours à Kananga, une quarantaine d'agents et d'officiers de la police judiciaire ont participé du 14 au 18 Juillet, à une session de renforcement des capacités. Assurée par la Police des Nations Unies de la MONUSCO, cette formation a rappelé aux participants des notions telles que les catégories d'infractions, les étapes de la procédure pénale et les infractions définies dans le code pénal.

POLICE :

80 hauts cadres de la Police nationale congolaise (PNC), dont sept femmes, ont été sensibilisés du 15 au 16 juillet, à Kinshasa, à propos du Plan d'action triennal contre les violences sexuelles, au cours d'un atelier financé par la Police MONUSCO (UNPOL) et appuyé par son unité Genre.

Parmi ces cadres, des directeurs et chefs de services centraux, commandants d'unités, ainsi que des chefs de services des districts et commissariats. L'objectif de ce Plan d'action est non seulement de lutter contre les violences sexuelles commises par les membres de la PNC, mais aussi de formuler une réponse efficace et effective aux violences sexuelles en République démocratique du Congo (RDC) en général, lutter contre l'impunité et protéger les victimes et les témoins.

Au cours de cet atelier, les commandants des grandes unités ont été invités à s'imprégner du Plan d'action et de ses obligations, pour une meilleure prévention et répression des violences sexuelles, puis ont signé, chacun, un acte d'engagement à lutter contre les violences sexuelles.

A Beni, dans le Nord-Kivu, la Police des Nations Unies a remis, lundi 20 juillet, des kits de lavage des mains aux Forces armées de la RDC (FARDC) et à leurs dépendants. Il s'agit notamment des savons et cache-nez, mais aussi du riz et des pagens aux veuves des militaires. Cette activité a été précédée d'une séance de sensibilisation contre la COVID-19 à l'endroit des FARDC et de leurs dépendants.

Enfin, dans le cadre de la promotion du Genre et de l'Autonomisation des femmes et des filles, l'unité Genre de la Police MONUSCO a animé une séance de sensibilisation sur les gestes et mesures barrières COVID-19 au profit de 50 femmes handicapées du « Centre d'études sur handicap justice » à Kinshasa. UNPOL a fait un don des matériels et produits sanitaires de prévention à COVID-19 au directeur du centre, suivi d'une démonstration de fabrication de savon.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

SITUATION MILITAIRE

(Par le lieutenant-colonel Claude Raoul DJEHOUNGO, porte-parole militaire de la MONUSCO)

La quinzaine écoulée a vu l'exécution par la Force de la MONUSCO d'environ 3 500 activités entrant dans le cadre de la mise en œuvre de son mandat. Aussi, en prélude à la reprise des relèves de troupes, un centre d'isolement d'une capacité de 750 lits a-t-il été construit à Saké (50 km à l'est de Goma). L'objectif de la mise en place de cette infrastructure est de minimiser autant que possible d'éventuels risques de contamination et de propagation de la COVID-19, liés aux activités de relèves.

Les principales informations sur la situation sécuritaire par région se présentent comme suit :

Dans la province de l'Ituri, la Force maintient une dynamique opérationnelle sur l'ensemble des zones de vulnérabilité identifiées, notamment le territoire de Djugu et la localité de Tchabi et ses environs. D'intensives patrouilles de dissuasion y sont conduites afin de restaurer la paix et ramener la confiance au sein des populations devenues anxieuses et craintives en raison des attaques répétées perpétrées par les combattants du groupe CODECO. Des missions de longues portées ont été effectuées sur les axes Bunia-Gina-Pisto, Bunia-Marabo, Komanda Luna-Ndalya afin de restreindre les mouvements des groupes armés et protéger les civils. Le 20 juillet 2020, le village de Bwakardi (10 km à l'ouest de Tchabi) a été la cible d'attaques par des éléments Mayi-Mayi ; la Force est intervenue promptement aux côtés des FARDC pour prévenir de possibles exactions sur les civils. De même, le 21 juillet, une patrouille d'intervention déployée à partir de la base opérationnelle temporaire de Fataki a mis en déroute des assaillants entre les localités de Tsali et Jitso.

Dans le territoire de Beni, la Brigade d'Intervention de la Force a mis un accent particulier sur la sécurisation des populations le long de l'axe Beni-Kasindi. Des patrouilles conjointes avec les FARDC ont été conduites en direction de Ndalya et en coordination avec les troupes de l'Ituri afin de mieux assurer la protection des populations prises en tenailles entre les groupes armés (ADF et Mayi-Mayi) aux confins des zones frontalières entre les deux provinces.

Dans le reste de la province du Nord-Kivu, la Force, en liaison avec les sections substantives de la MONUSCO et les FARDC, suit avec une attention particulière l'évolution de la situation entre les deux factions rivales du groupe armé NDC-R qui se sont affrontées en début de semaine pour la reconquête de la localité de Pinga. Afin de limiter les effets collatéraux des affrontements entre divers groupes armés, la Force a procédé à des déploiements préemptifs notamment dans les régions de Pinga, Mpati, Miriki, Bonyatenge, Lukweti et Mweso.

Dans la province du Sud-Kivu, il est à noter une baisse relative des activités des groupes armés ainsi qu'une réduction des atteintes aux droits de l'homme au cours des deux semaines passées. Cette amélioration de la situation sécuritaire découle des patrouilles conjointes effectuées avec les FARDC et la PNC, notamment dans la région de Ketakama et ses environs. Les patrouilles de reconnaissance et d'acquisition de renseignement, dont les résultats sont partagés avec les Forces de défense et de sécurité de la RDC, ainsi que les séances de sensibilisation avec les leaders d'opinion et les responsables communautaires, se poursuivent pour favoriser l'instauration d'un climat de confiance.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

En tout état de cause, la Force reste disponible pour poursuivre son soutien aux FARDC et à la PNC afin de protéger les populations civiles.

EQUIPE DE PAYS

PAM :

Le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) en République démocratique du Congo (RDC) est choqué par la nouvelle de l'accident tragique survenu le 18 juillet sur la route nationale N°5 ayant entraîné la mort de seize personnes dont neuf enfants.

Le camion auteur de l'accident transportait effectivement des vivres du PAM, mais il les transportait de façon illégale et à l'insu du PAM.

Le PAM avait conclu un accord avec une société de transport pour la livraison de ses vivres. Selon les termes de cet accord, la livraison aurait dû se faire de jour, à bord d'un véhicule de cette société et sans transporter de passagers.

Or la société bénéficiant du contrat a sous-traité illégalement ce marché, déchargeant la cargaison qu'elle avait chargée au dépôt du PAM pour la faire transporter, de nuit, par le camion auteur de l'accident.

Les passagers montés à bord du camion avaient embarqué à l'extérieur de la ville. Ils étaient en possession de billets de transports vendus par une agence de voyage de la place après négociation avec le chauffeur du camion.

Cet accident aurait pu être évité si le transporteur avait adhéré aux procédures qui régissent le transport des vivres PAM.

« Je déplore la mort d'innocents dans cet accident. Cette malheureuse situation aurait pu être évitée si le transporteur avait respecté les clauses du contrat en effectuant avec ses camions propres cette course et en adhérant aux règles strictes qui régissent le transport des vivres PAM et interdisent le transport de personnes non autorisées. J'exprime mon indignation de voir que des vies ont été perdues alors que nous nous efforçons plutôt de sauver des vies en fournissant une assistance alimentaire vitale », a déclaré le Représentant du PAM en RDC, Claude Jibidar, très ému. « Les transporteurs qui enfreignent les règles en vigueur seront interdits de toute transaction commerciale avec le PAM et leurs mauvaises performances seront enregistrées auprès du système des Nations Unies pour une exclusion générale ; ils devront assumer l'entière responsabilité de leurs actes vis-à-vis des autorités et des victimes », a-t-il ajouté.

Le PAM compte fournir une assistance alimentaire et nutritionnelle à 8,5 millions de personnes en 2020, après avoir atteint 6,9 millions de personnes en RDC en 2019.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

EBOLA :

Alors que le nombre de nouveaux cas continue d'augmenter en Equateur, avec un total de 62 cas et 27 décès, les acteurs impliqués dans la riposte sont engagés dans des discussions sur des mesures pour renforcer la riposte et stopper la chaîne de contamination. Parmi les mesures en discussion, la nécessité de renforcer l'engagement communautaire afin lutter contre la méfiance des populations et les amener à coopérer avec les équipes de riposte.

Une réunion du Comité provincial de coordination, présidée par le gouverneur de la province, a eu lieu ce 21 juillet durant laquelle les nombreux défis de la réponse ont été abordés. Entre autres, la réunion a abordé le processus de finalisation du plan de réponse multisectoriel consolidé ; il a été convenu de mettre en place un comité ad hoc pour étudier la requête, faite par les communautés à l'équipe Enterrements dignes et sécurisés, de disposer de cercueils.

Médecins Sans Frontières a entamé la construction d'un nouveau centre de traitement, dans l'aire de Bosomondoba, à environ 80 km de Bolomba. Une équipe de la Fédération Internationale de la Croix-Rouge est arrivée dans la ville pour former des volontaires de la Croix-Rouge congolaise qui seront impliqués dans les Enterrements dignes et sécurisés (EDS).

Selon la commission vaccination, en dehors de Bikoro et d'Ingende, tous les stocks de vaccins ont atteint un seuil d'alerte critique pouvant limiter les activités de vaccinations prévues dans les prochains jours. Il ne reste que 3 000 doses disponibles pour l'ensemble de la province, représentant 40 % des besoins actuels.

Face à la flambée de l'épidémie, il est nécessaire de renforcer en tous genres les effectifs impliqués dans la riposte, tels que des épidémiologistes, des spécialistes de laboratoire ainsi que de spécialistes de la communication ; à côté des besoins en ressources humaines, les besoins en équipements persistent, tels que le matériel pour maintenir la chaîne de froid, des réactifs pour les diagnostics en laboratoire. Un autre aspect de la riposte serait de mettre en œuvre la gratuité des soins de santé dans les structures de santé. Cette mesure permettrait non seulement de renforcer la riposte, mais faciliterait l'adhésion de la communauté dans la lutte contre la maladie à virus Ebola.

ASSISTANCE HUMANITAIRE :

Déclaration le 20 juillet du Coordonnateur humanitaire en RDC, David McLachlan-Karr, sur la publication du rapport final de la revue opérationnelle de l'exposition aux pratiques de corruption dans les mécanismes de mise en œuvre de l'aide humanitaire en RDC :

« Fin 2018, des allégations de fraude et de corruption dans les opérations d'aide humanitaire en République Démocratique du Congo ont été signalées, nous poussant à examiner de près nos modes opératoires. Aujourd'hui, la communauté humanitaire en RDC rend public le fruit de cette introspection, consignée dans le rapport final de la « Revue Opérationnelle de l'exposition aux pratiques de corruption dans les mécanismes de mise en œuvre de l'aide humanitaire en RDC » (« la Revue Opérationnelle »).

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

En publiant le rapport de la Revue Opérationnelle, nous contribuons au débat pour améliorer les opérations humanitaires, d'abord en RDC mais aussi dans les autres pays où de telles activités sont menées dans des environnements complexes.

En 2019, l'Equipe Humanitaire Pays de la RDC a commandé la Revue Opérationnelle grâce au soutien financier du Gouvernement du Royaume-Uni. Cette Revue, menée par des consultants indépendants, est une étude qualitative des risques de corruption et de fraude dans les opérations humanitaires en RDC. L'objectif était de comprendre et analyser les mécanismes qui peuvent donner lieu à de telles dérives afin de mieux les combattre.

La Revue opérationnelle propose des mesures pour l'atténuation des risques de fraude et de corruption à travers des recommandations stratégiques et opérationnelles adressées aux organisations non-gouvernementales internationales et nationales, aux Agences des Nations Unies et aux bailleurs de fonds.

L'Equipe Humanitaire Pays a demandé à ces quatre groupes d'examiner ces recommandations et de proposer une feuille de route d'actions prioritaires d'ici septembre 2020. Alors que certaines recommandations pourront exiger des actions collectives, d'autres seront du ressort de chaque acteur humanitaire concerné.

La Revue opérationnelle et ses recommandations viennent compléter des initiatives prises depuis janvier 2019 par la communauté humanitaire en RDC pour limiter la fraude et la corruption. A titre de rappel, certaines Agences des Nations Unies et organisations non-gouvernementales ont réalisé des revues internes de leurs procédures opérationnelles pour identifier et corriger les faiblesses dans le contrôle et la gestion des projets humanitaires. Aussi, des mesures collectives ont été adoptées et mises en œuvre pour améliorer la collecte et la vérification des informations, analyser les données de ciblage par des équipes externes, et assurer une surveillance et un suivi plus rigoureux par les responsables des organisations.

La RDC abrite l'une des plus grandes crises humanitaires au monde et, chaque année, l'assistance apportée par l'ensemble des partenaires humanitaires permet à des millions de personnes dans le besoin de jouir de leurs droits les plus basiques. En 2019, les opérations humanitaires ont ainsi permis de soulager 7,5 millions de personnes à travers le pays grâce à la générosité des bailleurs, qui ont contribué à hauteur de 713 millions de dollars US.

Je rappelle ici que les Nations Unies appliquent une politique de « Tolérance Zéro » absolue en matière d'exploitation et d'abus sexuels. En tant que Coordonnateur Humanitaire, je suis on ne peut plus déterminé à faire en sorte que nous adoptions des politiques rigoureuses pour lutter contre l'exploitation et les abus sexuels ; mener des enquêtes consciencieuses et poursuivre les auteurs ; et soutenir efficacement les victimes et survivants/survivantes.

Au-delà de mon propre engagement, j'ai foi en celui de tous les membres de la communauté humanitaire en RDC à lutter contre la fraude, la corruption, l'exploitation et les abus sexuels. La Revue Opérationnelle et ses recommandations contribueront justement à nous rendre encore plus transparents, crédibles, et dignes de la confiance de nos bailleurs et surtout des bénéficiaires de nos programmes, avec pour but ultime de mieux servir les populations vulnérables. »

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28